1,5 € - N°87 28 fév. 2019

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Gilets jaunes, travailleurs, jeunes contre la politique antiouvrière du gouvernement et des patrons

Tous ensemble pour mener notre lutte de classe !

NPA

Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous à ***L'Anticapitaliste***

L'HEBDO

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités…

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

LE MENSUEL

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

En lutte p.4-8
- Syndicalistes et Gilets jaunes ensemble !
- Gilets jaunes, salariés de la santé…
- Etudiants, Gilets jaunes, même Macron, même combat !
- Contre l'antisémitisme, les racismes et l'instrumentalisation par le pouvoir et les partis institutionnels
- Macron nous fait la guerre et sa police aussi
- Quelques mots pour ces maux…
- Pourquoi je suis une Gilet jaune
- Un procès contre le mouvement
- Pour une éducation de qualité et des salaires dignes
- Collège sans pesticides (…suite…)

Nos vies, pas leurs profits p.9-11
- Ford : Concert de solidarité contre la fermeture
- Gérer le chômage… ou le combattre !
- Pacte ferroviaire, concurrence contre les cheminots et la population
- Contrats pro à la PIC : Embauchez les !
- Prime exceptionnelle : c'est tous les momis qu'il nous la faut
- A la Monnaie, il n'y a pas d'argent ? ça dépend pour qui !
- Lycées de la Rive droite contre la réforme Blanquer

Politique locale p.12
- Drita et sa famille doivent rester ici !
- Tribune de LaSantéUnDroitPourTous
- Le droit à l'oubli ?

Internationalisme p.13
- Soutien à la révolution au Soudan

NPA 33 p.14
- Réunion-débat du NPA 33
- Les nôtres : Jean-Marie Benaben

A lire, à voir p.15-16
- *Du Pain et des Roses*, d'Andrea D'Atri
- *J'ai couru vers le Nil*, de Alaar El Aswany
- Expo Mai 68 en Gironde

Abonnez-vous à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse :_____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !
CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867
Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49
Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

Gilets jaunes, travailleurs, jeunes contre la politique antiouvrière du gouvernement et des patrons

Tous ensemble pour mener notre lutte de classe !

Les gilets jaunes sont toujours là, après plus de trois mois de mobilisation, avec la fierté de relever la tête, exprimer sa colère, contester les injustices, défier le pouvoir… la dignité d'affirmer son droit à l'existence face à ce système au service des riches. Depuis cent jours, le mouvement tient bon, malgré la répression, le bluff du grand débat, les médias qui l'enterrent…

La mobilisation du 23 février (Acte XV) a apporté la réponse du mouvement à la campagne haineuse du pouvoir, avec l'appui du PS, de LR et de nombreux médias, accusant les gilets jaunes d'antisémitisme et de racisme pour salir et affaiblir leur lutte.

Nombre de gilets jaunes ont dénoncé à la fois les actes racistes et antisémites… et la manœuvre de Macron menant une campagne contre eux pour essayer de sortir de la crise. Sa politique est un cadeau pour Le Pen. En tenant des propos méprisants contre « le boxeur gitan », en fermant les frontières aux migrants de l'Aquarius, en expulsant des milliers de sans-papiers, il alimente les préjugés racistes et mène une politique profondément réactionnaire, nourrissant le terreau pourri qui fait prospérer Le Pen. Macron cherche à retrouver une base sociale, il est en campagne pour les Européennes, prétendant cyniquement se présenter comme un rempart face à l'extrême droite…

Face à eux, nous avons besoin d'affirmer nos intérêts de classe, ceux des travailleurs de toutes origines. Il est nécessaire d'aider le mouvement à se dégager de la confusion véhiculée par les populistes qui brandissent le bleu-blanc-rouge, la Marseillaise et le repli derrière les frontières nationales. C'est en s'appuyant sur ces préjugés que Le Pen prétend récupérer une partie du mouvement pour le tirer vers le poison du nationalisme et du racisme et faire le plein des voix aux Européennes.

Les manœuvres de Macron comme celles de Le Pen sont autant d'avertissements pour l'ensemble des travailleurs et pour le mouvement des gilets jaunes et donnent la mesure des étapes à franchir.

Des convergences se construisent : les liens entre militants syndicaux et gilets jaunes se renforcent à travers des assemblées et des coordinations, avec la préoccupation d'élargir le mouvement dans les entreprises. De plus en plus se discutent les enjeux de la lutte qui vont au-delà de la contestation de Macron et des injustices les plus criantes, avançant vers une contestation du capitalisme lui-même.

A travers les liens militants, se discutent et contestent aussi les calculs des dirigeants des confédérations syndicales et de la gauche opposés depuis le début à cette mobilisation qui leur échappe… alors que de nombreux syndiqués en sont les acteurs. Pour ces dirigeants, il est encore urgent d'attendre, la prochaine journée d'action appelée par la CGT, FO et Solidaires sera… le 19 mars… six semaines après la grève du 5 février !

Pour élargir la contestation, on ne pourra compter que sur nos liens à la base, pour faire de la politique nous aussi dans la période électorale qui s'ouvre, mais pour nos intérêts de classe : affirmer qu'il s'agit d'unifier le camp des travailleurs par une lutte d'ensemble, collective, contre l'injustice fiscale, pour le pouvoir d'achat, les augmentations de salaires et des pensions, le partage du travail. Pour mettre un coup d'arrêt à toutes les attaques anti-sociales et imposer nos droits, c'est une bataille prolongée qui est engagée par-delà les frontières, contre le capitalisme, ceux qui le servent et ceux qui veulent nous diviser.

Nous vous invitons à venir discuter de toutes ces questions à notre meeting du 4 avril avec Philippe Poutou. (voir affiche en couverture)

Pour discuter aussi d'où en sera le mouvement ? Quelles seront ses perspectives ? Comment regrouper ceux qui en sont les actrices et acteurs, les révolutionnaires, ceux qui veulent faire de la politique, mener la lutte de classe pour nos droits aujourd'hui, pour un pouvoir des travailleurs demain…

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Syndicalistes et Gilets jaunes ensemble !

Le 21 février, une Rencontre de convergence Gilets jaunes/syndicalistes de la Rive droite a regroupé 120 personnes à Lormont. Un sondage fait à l'entrée par des GJ a donné à 46 % la priorité aux questions de salaire et de pouvoir d'achat, suivi de la fiscalité (14 %) et du RIC (10 %) compris comme nécessité de tout contester (14%). Les militants CGT, FSU et SUD sont intervenus dans le sens de la grève voire la grève générale, même si c'est très difficile. La secrétaire de l'Union départementale CGT 33 qui était bien discrète s'est faite interpeler et a voulu monopoliser le micro, dissuadée par le GJ « maître de cérémonie » et l'Union locale CGT… Ce débat très attendu a été apprécié car il y a un besoin très fort de converger et de s'organiser pour une même lutte sociale.

Cette rencontre est née à l'initiative de militants de la CGT, FO Transports, la FSU et Sud Pôle emploi de la Presqu'île (Rive droite de Bordeaux) lors d'une AG organisée après la manifestation et grève du 5 février à l'UL, lieu des précédents regroupements interpro et jeunes en 2003, 2010 et 2016. 35 personnes sont venues, dont 2 GJ du rond-point plus éloigné de Castillon-la-Bataille. Nous les avions connus fin janvier à la réunion NPA de Bordeaux sur le mouvement où ils étaient venus mandatés pour faire une prise de parole qui est devenue un mini débat (cf. vidéo sur notre site).

Le 11 février, une autre AG a regroupé 50 personnes dont beaucoup de GJ du secteur. Ils y ont regretté d'avoir été lâchés par la CGT à la fin de la manif du 5, de ne pas avoir été associés au parcours, interpellant les deux membres de la direction de la CGT qui ont dû se justifier : « *Durant la Loi travail, même des CGT quittaient les cortèges* »... à leur grand dam, d'ailleurs !

Les interventions exprimaient la colère contre la répression et les bas salaires, la misère, cherchaient une solution avec le blocage de l'économie par les routiers qui ont répondu ne pouvoir le faire seuls, qu'il fallait aller ensemble à la confrontation et « *à la révolution contre le capitalisme* ».

Des GJ ont rappelé des tas de projets dont revenir devant les boîtes du CAC 40 comme Sanofi en lien avec les syndicats du site.

Une camarade FSU a souligné la nécessité de faire pression sur les directions syndicales pour qu'elles appellent vraiment à manifester le samedi avec les GJ. Plusieurs CGT ont insisté sur la grève dans les boîtes « *car l'ennemi, c'est le MEDEF* ».

Nous avons dénoncé le dialogue social des confédérations et défendu la confrontation avec les capitalistes et le gouvernement, tous ensemble car virer Macron ne suffit pas, avec l'assentiment de la salle. L'UD s'est faite toute petite avec son carnet « d'expression revendicative ».

Nous avons ensuite été invités en tant que NPA et CGT à l'AG intergroupes de Castillon le 18 février qui a rassemblé 60 personnes. Nous avons défendu la convergence des luttes, reprise par un lycéen dénonçant le mécanisme de la dette qui touche les fonctionnaires et appelant à se battre aussi avec les jeunes en lutte pour le climat.

Ces rencontres ont permis aux militants du mouvement dans et en dehors des entreprises de se rencontrer et elles ont créé des liens qui auront une suite.

Christine, Bruno et Monica

Gilets jaunes, salariés de la santé : ensemble !

Le rond-point devant le CHU Pellegrin est tenu par un groupe de Gilets jaunes depuis l'hospitalisation d'Olivier, grièvement blessé par les forces de l'ordre lors de la manifestation de l'acte IX à Bordeaux le 12 janvier dernier. Il s'agissait alors de veiller sur lui alors qu'il se trouvait dans le coma.

Mais après concertation, les occupant.e.s du rond-point ont décidé de prolonger l'occupation, en construisant un lieu de vie ouvert jour et nuit dans lequel ils se relaient.

Ce rond-point, où a été tendue une grande banderole qui dénonce les violences policières, est très vite devenu un lieu de rendez-vous et de discussions où passent des usagers du CHU mais aussi des hospitaliers et des voisins du quartier venus apporter leur soutien.

Il y a jusqu'à 15 à 20 personnes le jour et ils sont 4 à 5 Gilets jaunes la nuit pour veiller le camp et alimenter le brasero, bien utile par le mois de janvier… C'est également un lieu où passent les street medics, les soignants bénévoles présents dans les manifs pour apporter les premiers secours aux blessés. Les Gilets jaunes collectent entre autre tout ce qui peut leur être utile. Ils ont mené diverses actions, dont une en ouvrant les parkings payants de l'hôpital, parkings gérés par Vinci, qui fait ses profits non seulement sur les usagers des autoroutes… mais aussi ceux de l'hôpital ! Ils dénoncent le manque de moyens des hôpitaux et des maisons de retraite, et ont également accueilli un jeune sans papiers pendant plusieurs jours. Nos combats se rejoignent !

Jeudi 21 février, la police est venue dégager de force le rond-point. Mais le soir même une cinquantaine de personnes d'autres ronds-points étaient à pied d'oeuvre pour tout reconstruire !

Marc T.

Université Bordeaux Montaigne « *Etudiants, gilets jaunes : même Macron, même combat !* »

L'année dernière, la mobilisation étudiante s'était organisée à travers de nombreuses occupations des universités, revendiquant l'abrogation de la loi ORE qui renforce la sélection sociale dans l'enseignement supérieur, mais plus largement pour une université ouverte à toutes et tous. L'occupation est un moyen de lutter : c'est à celles et ceux qui font vivre la fac de la changer, de se l'approprier et de décider de ce qu'ils veulent en faire.

Dès la rentrée, par-delà le maintien du système Parcoursup, il s'en est suivi la suppression de 1800 postes d'enseignants du secondaire par Blanquer, ministre de l'éducation. Fin juin, avait également été voté l'arrêté licence qui accentue la course de vitesse entre université compétitive et fac-poubelle. Mais en novembre dernier, une nouvelle attaque est venue s'ajouter : la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors Union Européenne, annoncée par Edouard Philippe dans le cadre du plan nommé cyniquement « Bienvenue en France ». Dès lors, syndicats étudiants et enseignants s'y sont opposés, dans un contexte de mobilisation des Gilets Jaunes contre la précarité, alors qu'année après année le gouvernement cherche à fermer les facs aux classes populaires.

A Bordeaux Montaigne, un comité de mobilisation a ainsi été organisé sous la bannière « *Etudiant-e-s de Bordeaux Montaigne contre la hausse des frais d'inscription* ». Des Assemblées Générales ont été organisées réunissant plusieurs centaines de personnes en décembre, où de nombreuses revendications ont été établies, notamment sur la gratuité de l'université et son libre accès à toutes et tous. Des lycéens se sont également mobilisés avec beaucoup de détermination, ont bloqué leurs lycées et sont descendus dans la rue.

Dans le climat de l'Acte IV, un cortège étudiant et lycéen a été organisé à Bordeaux se joignant aux Gilets jaunes, réunissant près de 1000 étudiant.e.s. Les étudiants ont cherché à créer des liens avec les gilets jaunes, partageant cette envie de changer la société, en allant sur les ronds-points ; des gilets jaunes viennent également dans les Assemblées Générales étudiantes. Dans la même logique, les étudiants ont donc répondu à l'appel du 5 février à la grève par la CGT et Solidaires. A Bordeaux Montaigne, en Assemblée Générale, un blocage a été voté en appelant également les autres universités à rejoindre cette démarche, affichant nos revendications concrètes auprès de la présidence de l'université. Celle-ci se dit en effet opposée à la hausse des frais d'inscription. Or, cette unique posture administrative paraît absolument insuffisante pour faire reculer le gouvernement, quand on sait par ailleurs que les universités sont soumises à la concurrence entre elles. De plus, il s'agit pour nous de lutter pour démonter notre vision de l'université : ouverte à tous, dans une société émancipée.

5 février, crédit photo : Giuseppe Vari

Une cinquantaine d'étudiants était ainsi présente pour bloquer l'Université et plus d'une centaine à partir en cortège. Le jeudi qui suivait a été organisée une nouvelle AG : le bilan qui a été tiré était plutôt positif sur le blocage, qui a su faire entendre les revendications, mobiliser et démontrer que les étudiants seront mobilisés tant que le projet « *Bienvenue en France* » ne sera pas abandonné, tant que la loi ORE et l'Arrêté Licence ne seront pas abrogés.

Dorénavant, il est important de mieux construire la mobilisation sur les facs, de développer les revendications et de mobiliser plus massivement les étudiant.e.s !

Jahan Lutz

Contre l'antisémitisme, les racismes et l'instrumentalisation par le pouvoir et les partis institutionnels !

Vendredi 22 février, nous étions 150 à 200 militant.e.s réunis sur le Parvis des droits de l'homme à Bordeaux pour dénoncer la multiplication des actes antisémites, l'ensemble des actes racistes, et la scandaleuse campagne à laquelle se livre le pouvoir. Il ne pouvait être question pour la très grande majorité des présents de se prêter quelques jours plus tôt à l'opération d'instrumentalisation par Macron et les partis institutionnels de la lutte contre l'antisémitisme. Ce sont ceux-là mêmes qui mènent ou ont mené depuis des décennies des politiques de casse sociale, anti-immigrés, qui cultivent et instrumentalisent les préjugés pour mieux diviser les opprimés, faire taire… qui voudraient aujourd'hui poser aux tenants de la démocratie et de la liberté !

Les représentant.e.s de nombreuses organisations à l'initiative du rassemblement ont pris la parole : UJFP, NPA, Ensemble, PG, Palestine 33, AC !, FI, Mémoire et partage, OPA... réaffirmant notre combat contre le cancer de l'antisémitisme, de l'ensemble des racismes et des oppressions qui ne peuvent se diviser ni se hiérarchiser. Nous avons dénoncé la tentative du gouvernement d'assimiler l'antisionisme, la lutte contre la politique criminelle de l'Etat d'Israël, à de l'antisémitisme, réaffirmé notre solidarité avec la lutte du peuple palestinien et, au-delà, la nécessaire solidarité internationale du camp des travailleur.se.s, de tout.e.s les opprimé.e.s !

Isabelle Uffferte

Macron nous fait la guerre et sa police aussi !

La fin de manifestation du 5 février à Bordeaux a été un nouvel exemple de brutalité policière. Celle-ci avait pourtant bien commencé, avec un cortège de tête de près d'un millier de Gilets jaunes et de syndicalistes participant aux manifestations du samedi. Tout le monde était content de la convergence, même si les directions syndicales se sont empressées de se séparer du cortège rue Ste Catherine. Mais la manifestation s'est déroulée sans incident, même à Pey Berland, puis dans le cours Alsace Lorraine, lors de la jonction avec un cortège de militants syndicaux venu rejoindre les Gilets jaunes.

A la fin, plusieurs centaines de manifestants se sont retrouvés à la gare St Jean et ont décidé de bloquer l'accès de la rocade sous le pont St Jean, comme ils le font sur des rond-points, des péages, des accès aux grandes surfaces, etc. depuis plusieurs mois.

Mais rapidement, les policiers, puis la Bac, ont encerclé les 300 personnes qui restaient au niveau de la voie sur berges, sans moyen de sortie... à part la Garonne. Alors que les manifestants demandaient à discuter avec un responsable, ils ont reçu l'ordre de « *dégager à 50 m* ». Une fois, deux fois puis… il y a eu une pluie de gaz lacrymogènes au milieu des manifestants nassés : près de 5 vagues de gaz, alors qu'il y avait des personnes âgées et même des handicapés ! Lorsque les médics sont intervenus pour secourir une femme qui faisait un malaise, ils se sont même faits gazer en même temps.

Au bout de deux heures, les flics ont libéré un à un les manifestants, contrôlant les papiers d'identité, fouillant les gens sans respecter le principe de la fouille par quelqu'un du même sexe. Une vingtaine d'entre eux ont été embarqués au commissariat pour contrôle d'identité et cinq placés en garde à vue.

Voilà comment le pouvoir « discute » avec les Gilets jaune, par l'intimidation et par la répression… Autant de raisons de continuer la lutte.

Correspondant

Pourquoi je suis une Gilet jaune

Nous avons connu A. à la première AG Syndicalistes/GJ du 5 février de la Rive droite. Elle avait rencontré des militants CGT prise dans une nasse… Puis, elle a fait partie du collectif qui a préparé et animé la Première rencontre du 21 février. Voici son témoignage.

Je suis « née » le 17 novembre, après avoir manifesté de 8h à 21h à Virsac. C'est comme ça que je le ressens. Je n'ai jamais milité politiquement ni syndicalement même si j'ai déjà voté Arlette ou Olivier.

Ce jour-là, je me suis dit que la coupe de la colère débordait. J'ai signé la pétition de Ludosky, mis un gilet sur mon tableau de bord et suis allée retrouver le millier de personnes sur le parking de St André qui ont fait céder le barrage policier pour bloquer le péage de Virsac…

Dans la foule, je me suis sentie pour la première fois fière, fière d'être fille d'ouvrier qui se bat. J'ai 50 ans et je travaille depuis l'âge de 15 ans. J'ai été élevée dans une cité à Lormont, avec des voisins de toutes nationalités, on partageait et on se respectait et j'y ai acquis un sentiment d'appartenance à un terroir, à une histoire, à des racines et à une culture. Dans les années 80, quand la famille s'est recomposée, de 2 enfants on est passé 4. Mon père ayant perdu son emploi, j'ai dû faire un CAP Vente pour travailler, aider le foyer, la famille. Peu à peu, j'ai gravi les échelons, passé un BTS MUC et fini par avoir un poste à responsabilité dans le commerce tout en défendant les employées. Mais tout a changé en 2010, le jour où la direction m'a demandé si je voulais être responsable d'encore plus de sites, en exigeant que je me rende à Paris sur le champ… J'ai refusé, j'ai fait un burn-out puis une rupture conventionnelle.

Je devais nourrir mes deux enfants, alors j'ai fait caissière à 990 € pour 35h dans un supermarché jusqu'en 2013 où je suis devenue manager travaillant de 7h 30 à 20h30, y compris le samedi et le dimanche, pour 1400 € par mois ! C'est là qu'un jour, j'ai eu un accident du travail qui a été soldé en maladie, mais je n'ai que 15 % d'invalidité, avec une pension de 400 € par trimestre à vie. Pôle Emploi puis CAP Emploi (Pôle emploi pour personnes handicapées) ne m'ont proposé que des stages gratuits ou des formations payées par mon chômage et de plus, ne correspondant pas à mes compétences (femme de ménage, par exemple) et à plus d'une heure de mon domicile. La veille du 17 novembre, j'ai eu un entretien d'embauche comme Directrice adjointe d'une société de ménage mais j'ai refusé : les filles, toutes étrangères donc plus précaires, devaient faire 17 chambres en 4h et il n'y avait aucun CDI !

Et dans 3 mois, je vais passer à l'ASS…. Comment payer juste mes factures (loyer, électricité, assurances, crédit…), je ne parle même pas de manger ou mettre l'essence ou payer la cantine !?

Pourquoi je suis devenue Gilet jaune ? Parce qu'il y en a marre des injustices des lois du gouvernement, de sa justice qui ne sert que les riches, des acquis sociaux qui se réduisent à peau de chagrin, du service public qui se casse la figure, marre de ces grandes surfaces qui tuent les petits producteurs (j'ai voulu me mettre à mon compte avec une épicerie de terroir mais mon employeur a tardé à me donner ce qu'il me devait et la banque a refusé le prêt).

J'ai les larmes aux yeux chaque fois que je me rappelle les charges à Pey-Berland, des pacifistes main en l'air, des personnes âgées bousculées, la main et joue arrachées et nous tous ciblés par les flashballs et grenades. J'ai même décidé d'enlever mon gilet depuis car je ne veux plus être une cible. En lutte et dans la rue, je n'ai jamais cessé, j'ai continué à aller le samedi au rassemblement mais j'évite la place des mutilés…. Maintenant, je me rapproche des syndicalistes de l'UL, et c'est ça qui compte.

Ce qui me motive ? Les 48 % qui soutiennent le mouvement car le Gilet jaune, c'est une personne qui demande une justice juste et égale pour tous, GJ = Gens Justes ! Quand en Espagne, il y a eu les Indignés, j'étais indignée. Aujourd'hui, je suis Indignée de la planète et tous ensemble, on se bat pour un avenir meilleur, car le soleil appartient à tous !

A. B. L.

Quelques mots pour ces maux…

« *Je n'ai jamais vu un policier ou un gendarme attaquer un manifestant ou attaquer un journaliste* ».

Ces paroles tenues par M. Castaner semblent bien loin de la réalité du terrain. En effet, quand va-t-il « lever le voile » sur le nombre de gilets jaunes réellement blessés par les forces de l'ordre par le LBD (3000 dont au moins 90 graves selon diverses estimations) ?

Une pétition dénonce l'utilisation du LBD lors des manifestations. En effet, comment explique-t-on que cette arme, normalement utilisée en cas de légitime défense, et dont les munitions doivent viser le torse ou les membres aboutissent à toutes ces énucléations et ces amputations ? Comment explique-t-on également que la société Brügger & Thomet (fournisseur de LBD) dénonce que les munitions utilisées en France ne sont pas celles préconisées ?

Le gouvernement utilise cette arme en toute connaissance de sa dangerosité, non pas pour le prétendu « maintien de l'ordre » mais bien comme une arme de guerre et de répression. Le maintien de l'ordre signifierait-il l'interdiction de manifester ?

Les seules réponses apportées par le gouvernement : l'utilisation de camera sur les LBD « *activée par le policier lui-même* » (!), la loi anti-casseur, les enquêtes « systématiques » après chaque plainte. Tout ceci ne vise qu'à instaurer de plus en plus cet état de répression. Mais loin de faire taire la révolte, cela la renforce.

S et V

Un procès contre le mouvement

Ce 13 février, une salle comble au tribunal correctionnel de Bordeaux pour soutenir un groupe de Gilets jaunes jugés pour une action « péage gratuit » à Virsac le 26 novembre avec pour accusation « *mise en danger d'autrui* ».

Ces cinq femmes et quatre hommes, lycéen, ouvrière, retraité…, aux revenus plus que modestes faisaient partie d'un groupe venu faire cet acte militant classique, un péage gratuit, pour 1 heure avaient-ils expliqué aux deux gendarmes présents à leur arrivée qui leur avaient juste rappelé des consignes de sécurité. D'ailleurs, si ces gendarmes avaient refusé leur action, ils seraient repartis sans problème, ont-ils expliqué au procès !

Un péage gratuit pacifique donc, sans dégâts, sans violence jusqu'à l'arrivée d'un grand nombre de fourgons de police à l'appel de la société d'autoroute, qui les a fait fuir, ça se comprend ! D'où l'accusation de « *mise en danger d'autrui* » pour avoir traversé les voies en courant… alors que dans le dossier de leur garde à vue, les gendarmes eux-mêmes indiquent qu'il n'y avait aucune circulation sur les voies traversées !

Le jugement est vite tombé : chacun(e) est condamné(e) à une amende de 750 euros avec sursis sur 5 ans ! S'il n'y a pas eu la relaxe demandée, un certain soulagement tout de même. Mais stupeur en apprenant que dans une autre salle deux jeunes venaient d'être condamnés à quatre mois et un an ferme avec mandat de dépôt pour avoir participé le 19 novembre au saccage de ce même péage de Virsac.

Jacques Raimbault

Pour une éducation de qualité et des salaires dignes

En parallèle de la mobilisation des Gilets jaunes s'est construit un mouvement des personnels de l'éducation nationale revendiquant une amélioration des conditions de travail aussi bien pour les personnels que pour les élèves ainsi qu'une véritable reconnaissance du travail fourni qui passerait par une revalorisation des salaires. Au niveau national, la mobilisation s'est lancée à partir d'un groupe Facebook Stylos rouges regroupant près de 70 000 personnes aujourd'hui. Le groupe de l'académie de Bordeaux contient à ce jour 1300 membres. Cette « mobilisation via les réseaux sociaux » est forte : ces groupes Facebook sont un réel lieu d'échange au sein desquels s'expriment un ras-le-bol général mais aussi une grande solidarité face aux difficultés communes rencontrées dans les différents établissements.

Dans « la vraie vie », trois AG de ces Stylos rouges bordelais ont déjà eu lieu. La plus grosse mi janvier avait réuni près d'une cinquantaine de personnes. Cette AG a été un lieu d'échange entre des personnels travaillant à des niveaux très différents et généralement pas ou peu en contact. Divers modes d'action ont été discutés : nous avons appelé de manière unanime aux grèves des 24 janvier et 5 février, des actions plus « originales » ont été proposées dans le but d'alerter l'opinion publique (correction de copie en place publique par exemple), le rectorat (en refusant de faire passer les tests d'aptitude aux classes de CP) ou encore des actions à visées plus institutionnelles comme rencontrer des députés.

A l'issue de l'AG le samedi 2 février, dans le prolongement d'une action devant le rectorat ayant réuni une cinquantaine de personnes, une partie des Stylos rouges, sommes ensuite partis en cortège rejoindre la manifestation des gilets jaunes derrière notre propre banderole.

A la rentrée des vacances, une nouvelle AG est prévue qui devrait permettre de continuer de discuter des revendications et des modes d'action. La colère est là ainsi que la volonté de se coordonner au-delà des différences de statut, les épisodes vont continuer de se dessiner au cours des prochaines semaines.

Chloé

Collège sans pesticide ! (...suite...)

Dans le précédent numéro, nous relations les péripéties autour de la construction d'un nouveau collège à Parempuyre pour lequel un collectif de parents d'élèves dénonçait la proximité toxique des pesticides des vignes du Château Pichon.

Nous en étions, mi janvier, au bouleversement soudain de la situation par l'annonce faite par le propriétaire du vignoble, Fayat, de passer en bio !

A partir de là, le Conseil départemental décide donc de bien construire le collège sur ce terrain, le collectif saluant dans la décision « écolo » de Fayat une victoire de la mobilisation ! Tout en précisant « *nous resterons vigilants* » sur la réalité de la conversion bio !

Tout est bien qui finit bien ? Visiblement, Fayat a en travers cette histoire et pour marquer le coup il assigne la ville de Parempuyre devant le Tribunal car le terrain du nouveau collège, donné à la commune en 1991, devait rester inconstructible. Petite mesquinerie de capitaliste contrarié !

J.R.

Ford Blanquefort

Concert de solidarité contre la fermeture

Le 21 février, Ford a rejeté définitivement la possibilité d'une reprise par Punch, allant jusqu'au bout de son plan de fermeture annoncé fin février 2018. Pendant un an, la multinationale a avancé cyniquement vers son objectif, se prêtant au jeu, pour la forme, des rencontres avec l'Etat et des études de plans de reprise, soufflant le chaud et le froid auprès des salariés, sans dévier de son but décidé depuis 2008 : fermer et virer l'ensemble des travailleurs, plus de 850.

Dans l'usine, le cabinet de reclassement a commencé son boulot. Chacun se rend compte peu à peu que les primes du plan de licenciements ne sont pas si élevées, mais après un an de colère rentrée chez les uns, faux espoirs chez les autres et envie de partir pour les plus anciens, la lassitude l'emporte pour l'instant.

Les camarades de la CGT ne baissent pas les bras et continuent d'organiser la résistance.

Lors de la conférence de presse au Café des Arts à Bordeaux pour annoncer le concert de solidarité qu'ils organisent le 2 mars, Philippe Poutou et Gilles Lambersend de la CGT Ford et Denis Barthes et deux autres musiciens du groupe The Hyènes étaient présents. Pour la CGT, « *Il s'agit de se faire entendre, faire de l'agitation. Un acte de résistance, démonstration que l'usine c'est l'affaire de tous et toutes. Même s'il n'y a qu'un petit espoir, on mène la bataille jusqu'au bout* ». Comme l'a dit Philippe, « *le site ne doit pas devenir une friche, il faut une solution pour sauver le maximum d'emplois* », Denis Barthes disant que « *ce concert n'est pas simplement une fête. Il faut de la solidarité. Si on ne met pas un grand coup d'épée dans l'eau, il ne se passe rien* ».

Les camarades ont rappelé la lutte engagée depuis la première tentative de fermeture en 2008 : des années de boulot déjà gagnées, mais aussi des mois d'espoirs, de désillusions, de fausses promesses et faux soutiens des responsables politiques et malheureusement pas la force de ruer dans les brancards comme l'auraient voulu nombre des salariés.

Le concert sera l'occasion de faire entendre la colère et la dignité de ceux qui ne baissent pas les bras, avec Cali, Les Hurlements d'Léo, Faiza Kaddour, Les Hyènes et d'autres. Une façon pour tous les participants de dire leur solidarité et que la lutte continue.

Correspondants

Gérer le chômage... ou le combattre !

Ce 22 février, comme dans d'autres villes, à Bordeaux nous étions quelques militants A.C !, APEIS, NPA, CNT et même un Gilet jaune CGT au Pôle emploi de Ravezies pour nous faire entendre. Après trois mois de négociation entre syndicats et patronat, la dernière réunion sur la réforme de l'assurance chômage à échoué. En cause le « Bonus-malus » visant à lutter contre l'abus des contrats courts (un tiers des CDD ne durent qu'une journée !) ce que le Medef refuse. Les patrons veulent embaucher et débaucher comme ils le veulent, pour leur seul intérêt !

C'est donc l'Etat qui va reprendre la main, décider, gérer le régime, à la place des « partenaires sociaux » syndicats et patronat mais en disant qu'il va leur proposer de participer, bien entendu, au plan qu'il va bientôt présenter.

Avant le début des négociations, le gouvernement avait déjà fixé la feuille de route en exigeant 4 milliards d'économies sur trois ans et en publiant un décret « *relatif aux droits et aux obligations des demandeurs d'emplois* ». Ce décret, contre lequel nous étions mobilisés ce 22 février, est un véritable mode d'emploi contre les chômeurs : renforcement et aggravation des sanctions, augmentation des contrôles pour radier plus, obligations visant à imposer d'accepter n'importe quel travail, n'importe où, à n'importe quelles conditions et salaires.

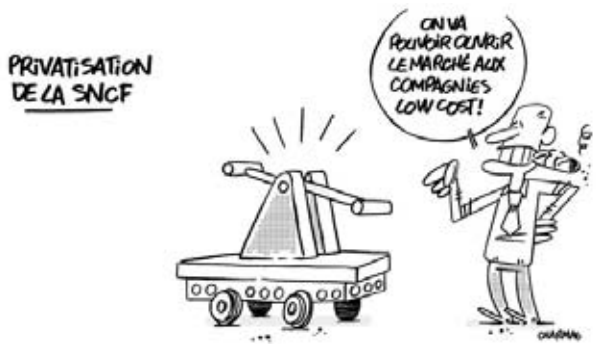
Alors, quelle que soit la convention chômage mise en place et qui la gère, pour les chômeurs comme pour l'ensemble des travailleurs, les solutions seront celles que nous imposerons par nos luttes pour un vrai partage du travail et des richesses.

J.R.

Nos vies, pas leurs profits

Pacte ferroviaire, concurrence contre les cheminots et la population

La région Nouvelle Aquitaine vient de baisser son enveloppe budgétaire à la SNCF de plus de 10 % (de 330 à 290 millions d'euros) suite au vote de la Convention des trains TER en décembre sous la férule du socialiste Rousset, défenseur de l'ouverture à la concurrence favorisée par le Pacte ferroviaire.



Pourtant, au printemps dernier, les cheminots ont massivement combattu ce pacte ferroviaire qui, avec la destruction de l'entreprise publique par la généralisation de la mise en concurrence, prévoit la fermeture de plus de 9000 km de lignes (sur 30000) considérées comme petites et peu rentables, laissées à l'abandon, concurrencées par la SNCF elle-même avec ses cars Macron et Blablacar. Ici, ça concerne les lignes Périgueux-Agen et Angoulême-Limoges.

Cette attaque contre notre système de transport ferré, le plus écologique des moyens de déplacement de masse, se fait en même temps et par ceux-là même prétendument champions de la « Transition écologique », contre ceux obligés de prendre leur voiture, rackettés par toujours plus de taxes et d'impôts indirects (TVA, TIPP…).

A la SNCF à Bordeaux, il n'y a presque plus d'embauches. La direction prévoit la suppression de 800 postes sur les 5000 actuels de la région, surtout aux guichets mais aussi chez les conducteurs à Bayonne et Hendaye. On pousse à l'augmentation des recettes par la « *lutte contre la fraude* » devenant l'essence du métier de contrôleur dont il n'y aura plus d'embauche à Bordeaux durant 6 ans.

Depuis septembre, on expérimente sur la ligne Bordeaux-Arcachon le train sans contrôleur. Et les dirigeants veulent « psychiatriser » le droit de retrait des conducteurs de Bayonne et Hendaye qui refusent de partir sans contrôleur en menaçant de leur retirer la licence s'ils font valoir leur droit, en les présentant à un psychologue !

Pour que le rail reste un moyen de transport sûr, de masse, partout, il doit rester une entité publique, certes, mais nous devons la contrôler, les salariés, afin que l'Etat ne s'en serve pas pour faire des profits. Le gouvernement et Rousset ouvrent à la concurrence pour enrichir le privé grâce au financement public, sur le dos des travailleurs, avec une véritable violence managériale. Et cela alors que la gratuité même est possible puisque 85% du prix des billets est financé par la région, donc par nos impôts.

C'est pour cela que des cheminots sont aussi dans la rue avec les Gilets jaunes et que nous continuons, sur la base des liens de lutte créés, à défendre nos conditions de travail et un vrai service public du rail.

Lionnel

Contrats pro à la PIC : Embauchez-les !

À la Plateforme Industrielle Courrier de la Poste, depuis quelques mois, les embauches en CDI augmentent. Une quinzaine de collègues, intérimaires et anciens intérimaires, ont ainsi été embauchés en janvier, des collègues facteurs ou d'autres PIC sont arrivés et, depuis peu, de nouveaux collègues envoyés par Pôle emploi sont « testés » (!) quelques semaines et la direction entend cyniquement en choisir quelques-uns pour un CDI...
Que la direction embauche en CDI, ça fait longtemps que nous le demandons tous. Mais qu'en est-il de la quinzaine d'alternants en contrat pro à qui elle fait miroiter un CDI sans aucune garantie ?

Car ceux-là arrivent bientôt au bout de leurs 9 mois de contrat : formés à toutes les tâches car envoyés partout dans la PIC à tous les horaires, devant préparer un diplôme à côté et passer des certificats de conduite de chariots, ils subissent une pression permanente. Payés au rabais pour les plus jeunes et sans garantie d'embauche puisque, tous les ans, certains apprennent au tout dernier moment qu'ils sont jetés comme des malpropres. C'est inadmissible : nous avons tous besoin d'un emploi et d'un salaire, et il y a besoin de toutes et tous : la direction doit embaucher tout le monde en CDI !

Prime exceptionnelle : c'est tous les mois qu'il nous la faut !

Dans certaines boîtes du privé, grâce au mouvement des gilets jaunes, craignant que la contestation gagne leurs entreprises, les directions ont versé une prime exceptionnelle... Variable d'une entreprise à l'autre, elle est de 300 € pour la plupart des salariés à La Poste, de près de 250 € à CDiscount...
Comme quoi quand ils ont peur, les patrons retrouvent subitement un tout petit peu d'argent pour nous, même si c'est dérisoire comparé à ce dont nous avons besoin, à ce qu'on a perdu depuis des années.

D'autant qu'en même temps, les augmentations repartent en flèche : + 1,8 % pour les péages d'autoroutes (soit plus de 10 % en sept ans), + 6 % pour l'électricité au 1er mars, +4 % sur les prix de produits alimentaires en supermarché...

Bref, 300 € en plus, c'est ce qu'il nous faut pour vivre un minimum décemment tous les mois, et pas en prime, en salaire !

Extraits du Bulletin Inter-Entreprises de Pessac-Cestas

A la Monnaie, il n'y a pas d'argent ? Ça dépend pour qui !

Alors que la NAO (négociation annuelle sur les salaires) doit démarrer en mars à la Monnaie de Pessac, le syndicat CGT réclame depuis plusieurs mois une augmentation générale de 190 € net pour tous, suite à une consultation suivie par plus de 80 % des collègues. Il y en a assez du blocage des salaires ou des saupoudrages individuels, alors que les prix s'envolent à nouveau (électricité, péages, carburants, produits alimentaires dans les grandes surfaces…).

Le mouvement des Gilets jaunes renforce encore nos exigences sur les salaires, ce que nous avons rappelé régulièrement à la direction. Du coup, celle-ci se veut prudente, disant qu'elle « *comprend* » le contexte, qu'il y aura « *quelque chose* » à la NAO… mais elle répète surtout que « *la situation de l'entreprise est fragile* » !

Comme c'est pratique ! Pendant des années, la Monnaie a fait des bénéfices avec lesquels elle a financé un projet de rénovation pharaonique à Paris et a recruté des dizaines de directeurs, de hauts cadres, au point que le Top des 10 meilleurs salaires de l'entreprise a progressé de 47 % sur 10 ans !

Dans le budget 2019, on retrouve toujours la même politique. La répartition de la masse salariale sur l'activité de frappe des monnaies courantes françaises, qui est l'une de celle qui rapporte le plus à la Monnaie, est révélatrice : pour cette activité, 1 million d'euros sont consacrés aux ateliers de fabrication et 4,5 millions d'euros… à « l'administration centrale », c'est-à-dire à la direction !

Interpelé sur le sujet, la direction a répondu que l'entreprise était un tout, « *toutes les lignes budgétaires se rejoignent* ». Mais quand il s'agit de faire des « gains de productivité », de supprimer des postes, c'est sur la ligne « atelier » que la direction fait des économies.

Ras-le-bol de cette politique de gel des salaires, de réduction d'effectifs. De l'argent, il y en a pour augmenter les salaires, embaucher nos collègues précaires et améliorer nos conditions de travail.

Laurent Delage

Lycées de la Rive droite contre la réforme Blanquer

Des enseignants et parents de la Rive droite ont organisé le 14 février une manifestation d'une centaine de personnes contre la réforme du Bac et ses conséquences pour les enseignants et les élèves.

La réforme du lycée et du Bac a comme principal objectif de supprimer des postes et des enseignements en allant vers un lycée de plus en plus inégal et élitiste (voir Anticapitalistes n°86). Les conséquences concrètes de la réforme n'ont pas tardé à apparaître avec l'annonce début février des dotations globales horaires (DGH) dans les établissements l'année prochaine.

Au lycée des Iris à Lormont, la DGH attribue le même nombre d'heures d'enseignement pour une classe de plus ; ce sera forcément des classes surchargées en perspective. Au lycée Élie Faure à Lormont, plus de sept postes sont supprimés. L'enseignante d'italien passe par exemple de 18h à 9h de cours par semaine. Le lycée perd les maigres moyens dont il « bénéficiait », en particulier pour réduire les effectifs des classes en tant qu'ancien lycée « classé ZEP ».

Ce n'est pas le lot des seuls lycées de banlieue de la Rive droite. Au lycée Montesquieu, en centre-ville de Bordeaux, il y a aussi des heures en moins et des postes en danger. Et dans le privé également : au lycée du Mirail à Bordeaux, il y a 35 heures en moins.

Des enseignants d'Élie Faure, les Iris, Mauriac et Flora Tristan (lycée professionnel de Latresne) ont invité à la manifestation les lycéens et les parents pour dénoncer la réforme et la répression policière contre les lycéens de la Rive droite qui s'y opposaient en novembre-décembre. Ils se sont mis ensemble, enseignants syndiqués et non syndiqués, pour refuser la mise en concurrence entre établissements et élèves engendrée par la réforme.

Dans le tract commun pour la manif, ils écrivaient : « *Nous demandons l'arrêt de la réforme du lycée et du Baccalauréat et dans l'immédiat, l'abandon de tout projet de suppression de postes, l'attribution d'un nombre d'heures d'enseignement suffisant pour offrir à chaque élève la possibilité de suivre les options qu'il souhaite et l'attribution d'un nombre d'heures d'enseignement suffisant pour assurer un maximum de 30 élèves par classe et des dédoublements pour effectuer les travaux en groupe nécessaires.*

Pour cela, nous mettons en place collaborations, entraides et actions communes et appelons l'ensemble des enseignants, des personnels, des parents, des élèves de Gironde et de l'Académie à se joindre à nous. » A suivre !

Correspondance

Politique locale

Drita et sa famille doivent rester ici !

Alors que début février la préfecture à refusé le titre de séjour pour Drita Kurtsmajlaj (voir *Anticapitalistes!* n°85) nouvelle mobilisation le 15 février à Bordeaux avec plus d'une centaine de présent(e)s à l'appel du Comité de soutien pour exiger sa régularisation.

En 2014, en Albanie, le commerce de ses parents et leur maison ont été incendiés et ils ont été menacés de mort ainsi que Drita, son frère et sa sœur, victimes de « la loi de kanun », code de conduite albanais reposant sur la vengeance. Un courrier assermenté de la mairie de sa ville en Albanie confirme qu'elle et sa famille sont bien menacées de mort.

Pourtant, dans le courrier de refus de la préfecture, on peut lire « *Si vous soutenez craindre pour votre vie en cas de retour en Albanie vous n'apportez aucune précision ni justification au soutien de ces allégations permettant de considérer que vous seriez personnellement et directement exposée…* » et « *votre situation personnelle et familiale ne répond pas à des considérations humanitaires ou des motifs exceptionnels* ». Les mêmes réponses, les mêmes mots, cyniques et méprisants, que reçoivent nombre de demandeurs du droit d'asile à qui il est reproché de ne pas apporter de preuves suffisantes de leurs malheurs, comme on a pu le voir dans d'autres dossiers où il était demandé des preuves de tortures, de viols !

Le large Comité de soutien pour Drita et sa famille, allant jusqu'à des élus comme Juppé, n'aura pas suffi. Ni tous les témoignages, les arguments, les considérations personnelles en faveur de Drita sur son intégration, sur le fait qu'elle a travaillé bénévolement pour les services de l'Etat -la préfecture elle-même !- comme traductrice, le fait qu'elle a une promesse d'embauche. Au rassemblement devant le Grand Théâtre, Emmanuelle Ajon, élue PS, a dit « *On va écrire au premier ministre* », Vincent Feltesse, élu ex-PS, a dit « *Cette situation abjecte doit trouver une issue favorable* »… Au-delà de la sincérité des uns ou des autres de ces élus, il n'empêche que c'est bien la politique passé ou présente menée par leurs partis politiques au pouvoir qui est responsable de cette chasse aux sans papiers !

Pour nous, au NPA, plus que jamais nous sommes avec celles et ceux qui luttent pour un monde sans frontières, permettant à chacune et chacun de circuler, s'installer, vivre où ils veulent.

J.R.

Tribune de LaSanténUnDroitPourTous

A propos du lapin d'Agnès Buzyn

Jeudi 7 février à Bordeaux, Mme la Ministre devait participer à la conférence inaugurale de ce 2° Forum Santé Avenir organisé par le journal Sud-Ouest à Bordeaux.

L'association LaSanténUnDroitPourTous lui avait organisé un comité d'accueil. Elle attendait de Mme la Ministre des réponses précises aux questions posées le 14 janvier au Palais des Congrès de Bordeaux Lac et transmises formellement à un de ses conseillers.

Patatras… Mme la Ministre a annulé au dernier moment sa venue. Les raisons invoquées ont été une aphonie (mais elle était présente ce matin du jeudi 7 février sur Europe 1 pour un entretien de 10 minutes) puis un voyage à l'étranger (prévu de longue date, il était fixé le lendemain pour une réunion en Inde du Fonds mondial contre le VIH, le Paludisme et la Tuberculose).

Nous sommes donc peut-être responsables de sa non venue. C'est un encouragement pour la quarantaine de personnes présentes le 7 février dès 8 h du matin, malgré la pluie ambiante et la multiplicité des mobilisations actuelles.

Nous allons donc poursuivre nos actions d'interpellation publique, notamment sur trois dossiers importants où nous sommes en désaccord profond avec les décisions de Mme Buzyn. Nous continuerons d'exiger d'authentiques réponses à la colère sociale actuelle :
- la suppression des taxations-santé (dépassements d'honoraires médicaux*, franchises diverses, forfait hospitalier, etc… ;
- la fin des fermetures d'hôpitaux publics, piliers de notre système solidaire ;
-la dissolution des ordres professionnels, authentiques syndicats obligatoires (juridiction d'exception).

*Une pétition en ligne sur change.org est accessible par le lien : http://chng.it/wcNvz5XX ou sur le site : sante33.fr Elle a pour objectif de dire haut et fort « *Pour notre santé, le temps des saigneurs est révolu !* »

Bernard Coadou, le 21-2-19

Le droit à l'oubli ?

La crise politique désespère même quelques vieux briscards… C'est ce qu'a laissé entendre Juppé dans sa déclaration de départ : « *L'envie me quitte tant le contexte change* ». Autour de lui, la vieille droite continue d'exploser, tiraillée entre Macron et Le Pen… Le Conseil constitutionnel sera peut-être un refuge.

Juppé poursuit sous d'autres plafonds dorés sa longue carrière au service de la bourgeoisie, marquée par ses échecs (la casse de la sécu empêchée par la grève générale de 1995 ; la dissolution ratée de l'Assemblée nationale en 1997…) et par des affaires (bénéfice pour lui et son fils d'appartements de la ville de Paris sans que la justice ne donne suite ; emplois fictifs à Paris pour lesquels il est condamné).

Mais pas de problème, le repris de justice qui vient de réclamer devant les députés « *le droit à l'oubli* », pourra rejoindre une sinécure au Conseil constitutionnel. Au lieu des 8 435 € mensuels (mairie et métropole), il percevra environ 13 300 € nets comme membre de ce Conseil, conservant aussi ses 3 700 € de pension d'inspecteur des finances et 6 200 € de retraite de parlementaire, et une retraite supplémentaire d'élu local. Près de 25 000 € mensuels pendant neuf ans pour se faire oublier, c'est une bonne affaire pour lui.

F.M.

Soutien à la révolution au Soudan

En soutien au mouvement de révolte qui depuis le 19 décembre agite le Soudan, des Soudanais, pour la plupart réfugiés politiques, ont organisé des rassemblements place de la Victoire à Bordeaux, les 20 janvier et 3 février. Mobilisant pas loin d'une centaine de participants, ils forment un cercle avec banderoles et pancartes, « *soutien à la révolution au Soudan* », « *El-Béchir dégage* », « *liberté, paix, justice* ». Des slogans dénoncent la répression, en appellent à la révolution (assawra). La gravité de la situation n'empêche pas une joyeuse fraternité. Il s'agit aussi de briser le stupéfiant mur de silence autour de ce qui rappelle les « révolutions arabes ».

Ce n'est pas le premier soulèvement depuis qu'Omar El-Béchir est arrivé au pouvoir en 1989 par un coup d'état avec le soutien des Frères musulmans. Militaires, services secrets, hommes d'affaires liés au régime, et islamistes pour l'idéologie, mettent le pays en coupe réglée, jouant avec les divisions tribales et religieuses pour accaparer les ressources au profit des barons du régime. La violence est le seul mode de fonctionnement de l'État.

Depuis l'indépendance en 1956, le sud et l'ouest du pays sont touchés par des guerres entre bandes rivales pour le contrôle de ces territoires. En 2011, la séparation devient effective entre Soudan et Soudan du Sud, ce qui privera le Soudan des principales ressources pétrolières et n'est pas pour rien dans la crise économique présente. Au sud-ouest, la région du Darfour subit bombardements et interventions des sinistres milices Janjawid (voir encart), qui brulent, tuent, pillent, violent, dans les villages d'agriculteurs et récupèrent les terres. Beaucoup de ceux qui manifestent place de la Victoire viennent de cette région et ont traversé l'enfer.

La situation économique et sociale est devenue catastrophique : hyperinflation, pénuries, expropriations de paysans, déliquescence des services publics ; les forces de « sécurité » absorbent 80 % du budget (7 % pour l'éducation et la santé) !

Le mouvement de révolte actuel a commencé contre le triplement du prix du pain et les difficultés d'approvisionnement en carburants. Mais très vite, on est passé au terrain politique, avec l'exigence de la chute du régime. Par rapport aux révoltes précédentes, ce mouvement est beaucoup plus vaste et profond, par le grand nombre de villes concernées, jusqu'aux zones rurales ; par la diversité sociale : classes moyennes représentées par l'Association des Professionnels (médecins, enseignants, ingénieurs), première organisation à structurer un peu le mouvement, mais aussi classes populaires et travailleurs. Même si les organisations ouvrières ont été détruites ou digérées par l'appareil militaro-islamiste, restent quelques syndicats et partis, comme le Parti communiste, mais il apparaît bien que les partis traditionnels sont hors-jeu. La jeunesse est le moteur de la révolte.

Chères complicités...

L'Union Européenne a conclu des accords bilatéraux avec le Soudan, sur les questions migratoires (que El-Béchir soit sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI pour génocide et crime contre l'humanité ne pèse pas lourd). Ainsi, le Soudan est rétribué pour contrôler les migrants à la source (Soudan Sud, Darfour, Corne de l'Afrique). Or, une partie de cet argent est redistribuée aux milices comme les Janjawids, responsables des massacres au Darfour et maintenant chargées du contrôle aux frontières ! Mais ce qui compte pour l'UE, c'est la « stabilité » du pays et le contrôle des flux migratoires. Peu importe les moyens et les méthodes, tant mieux même si ça dope le marché des armes !

N'ayant connu que le régime des Frères musulmans, elle rêve d'un tout autre type de société, tout comme les femmes dont la participation très large est bien visible. Face à cela, la répression est constante, à balles réelles, faisant des dizaines de morts, de très nombreuses arrestations – beaucoup de journalistes- qui immanquablement s'accompagnent de tortures. Mais cela ne détourne pas le mouvement, avec des manifestations quasi quotidiennes depuis le 19 décembre.

Le 21 février, El-Béchir a limogé son propre gouvernement et imposé l'état d'urgence pour un an face à la révolte.

Pour le moment, l'exigence de la chute du régime est unanime et déterminée, de même que les revendications de justice, de liberté, de paix. Mais le risque est grand pour qu'une fois le despote tombé, un autre le remplace, pour un nouveau cycle infernal comme le Soudan en a tant connus depuis l'indépendance. Seule l'intervention massive des populations et leur organisation indépendante, rompant avec les cadres ethniques et religieux, pourraient permettre d'en sortir. On en est encore loin, mais la puissance du mouvement, sa détermination, avec l'irruption de la jeunesse laissent espérer.

Jean-Louis Farguès

Réunion-débat du NPA 33
Le combat contre la montée de l'extrême-droite, des politiques sécuritaires et du populisme... un combat démocratique et révolutionnaire !

Des partis de droite extrême, d'extrême-droite ou populistes sont arrivés au pouvoir ou aux portes du pouvoir dans de nombreux pays. Les États imposent des politiques autoritaires et répressives pour faire passer leurs attaques anti-sociales. Les frontières se ferment contre les migrants quand les capitaux circulent librement. Le nationalisme et le racisme se font entendre plus fort pour diviser les travailleurs et affaiblir ceux qui luttent pour la solidarité internationale. Une partie des anciens courants de gauche n'ont plus d'autres perspectives que l'impasse d'un « souverainisme populaire » enfermé dans le cadre des Etats nationaux.

Comment combattre cette montée des idées et des forces réactionnaires ? Comment regrouper les travailleurs et la jeunesse autour des perspectives internationalistes du combat pour un monde débarrassé du racisme, des frontières et de l'exploitation capitaliste ?

Le NPA 33 vous invite à en débattre, le vendredi 15 mars à 19h, au local du NPA 33, 99 rue Camille Sauvageau à Bordeaux.

Les nôtres

Notre camarade Jean-Marie Benaben est décédé le 24 janvier à l'âge de 66 ans.

Jourdan (son nom militant) avait rejoint Lutte Ouvrière à Bordeaux au début des années 1970 pour défendre les idées de la révolution, dans la perspective de construire un parti dans la classe ouvrière et la jeunesse.

Avec le groupe local, il a participé à faire vivre et élargir l'influence des idées révolutionnaires à travers le travail en direction des entreprises, à la porte des lycées, dans les campagnes électorales… En 1997, ce combat s'est poursuivi avec Voix des travailleurs, regroupant celles et ceux d'entre nous qui venions d'être exclus de LO parce que nous voulions mettre en œuvre l'appel d'Arlette Laguiller à la construction d'un parti des travailleurs, et militions pour l'unité des révolutionnaires alors que LO faisait elle marche arrière. Jean-Marie a ensuite participé à la fusion-intégration de VDT avec la LCR en 2000 et, neuf ans plus tard, à la constitution du NPA, comme parti visant au regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires.

Localement, Jean-Marie a aidé à la constitution d'une équipe militante à St Médard en Jalles à l'occasion des élections municipales de 2001, où il sera élu jusqu'en 2008. Il y a porté la voix des couches populaires et du monde du travail face à la majorité PS-PC-Verts.

Prof en lycée professionnel, il a animé avec la CGT Educ'action les luttes contre la casse du lycée pro, pour les droits des surveillants, le mouvement pour les retraites de 2003.

De nombreux camarades ont témoigné des souvenirs de cet engagement, de prises de parole, de grèves, de rédactions de tracts…

Au comité Mérignac-St Médard, comme parmi tous les camarades qui ont milité avec lui, on gardera le souvenir d'un camarade passionné qui, malgré les vacheries de la vie, a continué à défendre ses idées jusqu'au bout. Le souvenir aussi de discussions animées, que ce soit sur la politique dans l'Etat espagnol, les débats au sein du NPA, les directions syndicales, les livres, le cinéma…

Dans le dernier numéro du journal Voix des travailleurs, il avait écrit, sous le nom de Jean Kersau, que faire de la politique « *C'est affirmer que l'on se place dans un camp social, affirmer la fierté de ce camp et lui donner confiance dans sa capacité à lutter et à changer la société, en l'aidant à s'émanciper de toutes les illusions et de toutes les pressions par lesquelles la bourgeoisie et ses porte-parole politiques tentent de nous empêcher de mener notre propre combat politique.* ». Notre combat commun…

Ses camarades du comité Mérignac-St Médard

Du Pain et des Roses d'Andrea D'Atri

Du Pain et des Roses, appartenance de genre et antagonisme de classe sous le capitalisme, d'Andrea D'Atri, est un ouvrage qui retrace l'histoire des différents courants du féminisme et des luttes de femmes, à la lumière des principaux événements de la lutte des classes.

Andrea D'Atri est une féministe révolutionnaire reconnue en Argentine. En 2003, elle participait à la fondation du Collectif Pan y Rosas, qui organise aujourd'hui des milliers de femmes, travailleuses, avec ou sans emploi, jeunes, étudiantes et lycéennes. L'année suivante était publié pour la première fois le livre éponyme. Lors des mobilisations massives contre les violences faites aux femmes en Argentine #NiUnaMenos, et la marée des « foulards verts » pour le droit à l'avortement, elle prend une place importante d'animatrice.

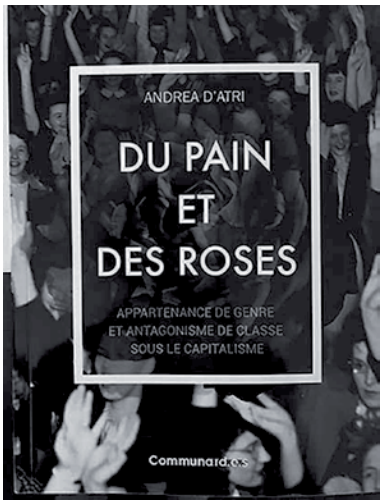
Du Pain et des Roses aborde la lutte des femmes pour leur émancipation, depuis la Révolution française de 1789 à nos jours, de façon imbriquée avec le combat de la classe ouvrière contre le capitalisme : un incontournable pour comprendre l'histoire du féminisme et des luttes des femmes, dans une perspective lutte des classes, internationaliste et révolutionnaire. L'ouvrage traduit dans de nombreuses langues et vendu à l'international, est désormais disponible en français, les militant(e)s de Révolution Permanente et l'Association Communard.e.s ayant participé à sa traduction et son édition.

La parution de cet ouvrage en France prend place dans un contexte de résurgence des luttes de femmes à échelle mondiale. Depuis la lutte pour le droit à l'avortement en Argentine et en Pologne ; contre les violences sexistes avec le mouvement #MeToo aux Etats-Unis et #NiUnaMenos en Amérique latine ; mais également la grève des femmes dans l'État espagnol et la place particulière de celles-ci dans les luttes contre les réactionnaires Trump et Bolsonaro ainsi qu'au sein du mouvement des Gilets jaunes, une nouvelle vague féministe est-elle en train de voir le jour ?

Dans une situation politique internationale particulièrement convulsive, ces luttes dirigées par les femmes prennent une place importante et pourraient anticiper l'ouverture d'une nouvelle séquence de radicalisation et de lutte des classes au niveau mondial. La lecture de l'ouvrage d'Andrea D'Atri permet de saisir la profondeur de la situation, en ancrant ces luttes dans une dimension historique et internationale plus large, mais aussi dans les différents débats.

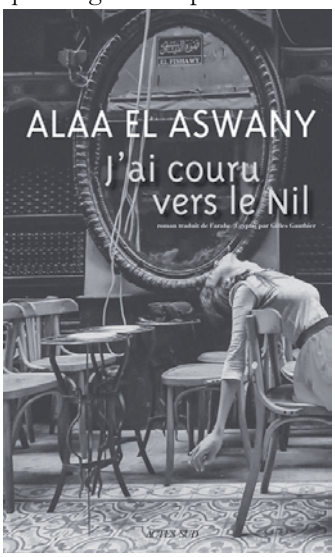
Vous pouvez d'ores et déjà vous procurer l'ouvrage dans les librairies bordelaises La zone du dehors (68 cours Victor Hugo) et La Machine à Lire (8 Place du Parlement), auprès de la librairie La Brèche ou en écrivant à communard.e.s.assoc@gmail.com.

Kenza Esma



J'ai couru vers le Nil de Alaar El Aswany

En janvier 2011, au cœur de la révolution égyptienne, la place Tahrir du Caire devient en quelques jours le symbole de la contestation du régime honni de Moubarak et de l'espoir que l'élan révolutionnaire vienne à bout de la dictature et des classes sociales privilégiées gangrénées par la corruption, pour construire un autre monde plus juste, plus fraternel, plus libre. C'est sur cette place occupée par des milliers de manifestants qui s'organisent pour tenir face à l'armée et défier le régime que se déroule le roman d'Alaa El Aswany. A travers ses personnages, c'est toute la société égyptienne à bout de souffle qu'il décrit.



D'un côté, la jeune professeure athée et son ami ingénieur, le vieil aristocrate de la minorité copte discriminée et sa servante musulmane, les jeunes universitaires qui rejettent cette société corrompue se transforment dans la lutte, découvrent la solidarité, font face ensemble à la répression mais aussi aux préjugés et pressions sociales de leur milieu qu'ils affrontent courageusement, pleinement engagés dans le camp de la révolution. La détermination se renforce face à un régime aux abois et son armée qui tire à balles réelles sur la foule. Les consciences évoluent vite.

De l'autre côté, il y a les classes possédantes veules et corrompues, l'armée, les médias. Un des principaux dirigeants du conseil militaire, bon musulman, bon mari, bon père est un sanglant tortionnaire ; une animatrice télé trouve son heure de gloire et… sa fortune comme porte-parole de la campagne médiatique de la dictature. Alors que l'armée est menacée par la révolution, se noue l'alliance contre-révolutionnaire entre les militaires et les frères musulmans.

Ce roman nous plonge au cœur de la révolution, de la révolte à l'engagement, la solidarité, et dans la dureté de la lutte des classes à l'évolution des consciences vers les idées de l'émancipation.

Christine Héraud

Ecrit à partir de témoignages et de faits authentiques, *J'ai couru vers le Nil* est interdit de publication en Égypte et dans d'autres pays arabes.

A lire aussi absolument du même auteur *Automobile club d'Egypte*. Au lendemain de la deuxième guerre, à l'Automobile club du Caire se réfractent tous les rapports sociaux dans une Egypte encore sous mandat britannique.

A VOIR

Expo Mai 68 en Gironde

Jusqu'au 12 avril
aux Archives départementales
72 cours Balguerie Suttenberg à Bordeaux (lundi-vendredi 9h-17h, samedi-dimanche 14h-17h, entrée libre)

De nombreux extraits de journaux, reportages télé ou radio, tracts ou affiches montrent la profondeur de la lutte des étudiants et des travailleurs en mai 68 en Gironde.
On commence par une vidéo qui situe mai 68 dans le contexte de luttes anticoloniales dans le monde. Dans la classe ouvrière, des grèves avaient commencé pendant l'hiver 67, comme aux usines Dassault. A Bordeaux comme partout, le mal être et les aspirations au progrès des jeunes, d'abord des étudiants, éclatent suite aux évènements à la Sorbonne. Ils ne veulent pas être les pions d'une société d'exploitation et sans avenir pour tous les autres.
Il y aura d'abord une manifestation à 4000 à Bordeaux, décidée par une AG la veille à la fac de Lettres, cours Pasteur. Puis, le 13 mai, 50 000 personnes manifestent ; les syndicats sont contraints de déclarer la grève (à Dassault, à l'hôpital, à la SNCF, aux PTT, aux bus, à EDF, à la SAFT, à l'AIA, aux chaussures Baudou, aux papeteries Montfourat…) et il y a des occupations de facs, de lycées, d'usines et même des barrages paysans.
Les notes du carnet d'un doyen de la fac ou des télégraphes de la Préfecture révèlent la panique des autorités face au débordement des syndicats étudiants par des militants d'extrême gauche qui défendent l'auto-organisation.
On voit un tract de l'UD CGT 33 qui dénonce les « *extrémistes incontrôlés* » et ceux des Comités de défense pro De Gaulle. On reconnaît sur les vidéos et photos place Pey-Berland, rue Sainte Catherine et cours Victor Hugo avec des barricades en feu et de violents affrontements le 25 mai.
Les camarades de la JCR, future Ligue Communiste, et de Voix Ouvrière, LO, après leur dissolution le 12 juin, créent des cercles d'étudiants et d'ouvriers pour aller vers un parti des travailleurs comme le disent leurs tracts ronéotypés et affiches sérigraphiées…

Une expo à voir !

Monica Casanova

Gilets jaunes, travailleurs, jeunes contre la politique antiouvrière du gouvernement et des patrons

Tous ensemble pour mener notre lutte de classe !

Réunion publique avec Philippe POUTOU

jeudi 4 avril
BORDEAUX

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Salle Point du jour Pierre Tachou - à 20h
44 Rue Joseph Brunet, Bordeaux-Bacalan - Tram B arrêt Brandenburg

Contact : contact@npa33.org - 07 83 64 43 49 - www.npa33.org